



## Le développement durable en question

Fabien TARRIT

Université de Reims Champagne-Ardenne, REGARDS-OMI

*« Si l'on établissait un hit-parade du vocabulaire sociopolitique contemporain, nul doute que l'expression "développement durable" arrivée très bien placée, si ce n'est en tête du classement. » (Jollivet, 2001)*

En 1972, à la fin d'une longue période d'expansion économique relativement soutenue, le Club de Rome publiait un rapport intitulé « Halte à la croissance ! », dans lequel il avertissait contre le risque de contradiction entre une croissance forte et le caractère limité des ressources naturelles. La notion d'écodéveloppement apparut dès l'année suivante à l'occasion d'une conférence organisée par les Nations unies à Stockholm. L'apparition de cette notion, qui vise à réconcilier les notions de développement humain et de développement économique, a coïncidé avec, et a certainement favorisé, la création de ministères de l'environnement dans de nombreux pays (il fut créé en France en 1971). La formule « sustainable development » est utilisée pour la première fois en 1980 dans un rapport du « Programme des Nations unies pour l'environnement »<sup>1</sup>. Le terme est traduit en français par « développement soutenable » puis par « développement durable »<sup>2</sup>. Une définition du développement durable apparaît dans le Rapport Bruntland en 1987 : « *Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures répondre aux leurs... nous sommes capables d'améliorer nos techniques et notre organisation sociale de manière à ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique* ». Il est précisé lors du « Sommet de la Terre » organisé par l'ONU à Rio en 1992 : « *le développement durable vise à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures* » (ONU, 1992).

<sup>1</sup> « *C'est un type de développement qui prévoit des améliorations réelles de la qualité de la vie des hommes et en même temps conserve la vitalité et la diversité de la Terre. Le but est un développement qui soit durable. À ce jour, cette notion paraît utopique, et pourtant elle est réalisable. De plus en plus nombreux sont ceux qui sont convaincus que c'est notre seule option rationnelle.* » (UICN, 1980).

<sup>2</sup> Sur cette distinction, voir Clémentin, Cheynet, 2003.

L'objectif assigné ici au développement est triple : croissance économique (accroissement du bien-être<sup>3</sup>), équité sociale (lutte contre les inégalités), préservation de l'environnement (le maintien du bon fonctionnement de la biosphère). Nous avons constaté qu'un certain nombre de critiques sont apparues, notamment parmi les économistes, quant au développement durable, qu'il s'agisse de la définition même du concept, de ses objectifs.... Elles proviennent d'un ensemble hétérogène de courants : néoclassiques, marxistes, écologistes, post-keynésiens... N'ayant pas la prétention d'être exhaustifs, nous allons tâcher de dégager un cadre permettant de classer et de regrouper ces critiques en fonction d'un certain nombre de critères<sup>4</sup>. Nous distinguerons les critiques qui portent sur les difficultés de définition du concept, qui sont plutôt d'ordre rhétorique (I), puis nous nous attarderons sur les critiques d'ordre théorique, où nous distinguerons celles issues de courants orthodoxes (II), et celles issues de courants hétérodoxes critiques (III).

## I. Critique rhétorique

Il apparaît, malgré de nombreux travaux et de riches débats, que la notion de développement durable n'est pas stabilisée. Il s'agit d'un concept qui reste multiforme et recouvre un certain nombre d'ambiguïtés, si bien qu'il nous paraît difficile de pouvoir dégager une définition claire et achevée, qu'elle porte sur la notion de développement durable en tant que telle, sur les objectifs qu'elle se fixe, et sur les moyens d'y parvenir. Une des interrogations porte sur la possibilité de dégager une cohérence entre une approche en défense du bien-être (économique, social et environnemental) de l'humanité et une approche économique orthodoxe. Il est notamment question de la rationalité sur laquelle elle se fonde, ainsi que sur la complémentarité de ses objectifs, en particulier entre développement économique et protection des ressources naturelles. Cette question nécessite une clarification des termes du débat. C'est pourquoi nous nous interrogeons dans cette section sur l'ambiguïté portant à la fois sur la notion de développement durable (A) et sur ses objectifs (B).

### **A. L'ambiguïté du concept**

Il apparaît que le concept de développement durable pose un certain nombre de difficultés en tant que tel, en particulier au sens où il ne parvient pas à dégager une définition précise, ce qui soulève la possibilité d'un certain nombre de contradictions (1). En outre, un concept qui dégager un consensus quasi-général risque de ne pas être opératoire (2).

#### 1. Un concept porteur de contradictions

La notion de développement durable (ou soutenable, sachant que développement durable et développement soutenable sont deux façons distinctes d'exprimer un même concept<sup>5</sup>), est telle qu'il est difficile de s'y opposer, tant la formulation est équivoque. Il est difficile de s'y opposer, et on peut choisir de l'interpréter sous l'angle du « développement » ou sous l'angle de la durabilité- soutenabilité. Si l'on part du développement, il s'agit de poursuivre les pratiques porteuses de croissance, et ce de manière durable. Si l'on s'attache à l'aspect durable ou soutenable, il est question d'interroger les effets du développement sur les autres aspects dont il est question ici, à savoir l'équité sociale et la préservation de l'environnement.

---

<sup>3</sup> Nous ne discutons pas ici précisément de la question controversée de la compatibilité entre croissance et bien-être (voir Fleurbaey, 2003 ; Cornillau, 2006).

<sup>4</sup> Il s'agit avant tout de dégager des catégories, sans

<sup>5</sup> À cette étape nous ne faisons pas apparaître de distinction, et nous utilisons indifféremment l'un et l'autre.

La notion de développement elle-même est floue, car elle peut se rapporter soit au développement économique, soit à la croissance économique. Il s'agirait alors de chercher le moyen de détacher progressivement le développement de la croissance. Le développement durable suppose de pouvoir régler des contradictions insolubles. Sur une planète où 20 % de la population consomment 80 % des ressources naturelles, il n'est pas, pour ces 20 % les plus riches, de développement qui puisse être durable. En outre, si le développement soutenable est la conciliation entre croissance économique et protection de l'environnement, et si on admet l'hypothèse selon laquelle la croissance économique est nécessairement porteuse de pollution supplémentaire, il est nécessaire de dégager les outils permettant de dépasser cette contradiction.

## 2. Une unanimité suspecte

Est posée ici la question de l'utilisation mercantile pouvant être faite de ce concept. En effet, l'unanimité est suspecte, et il est très difficile de se positionner contre de tels objectifs relativement consensuels. Le développement durable se présente ici comme une nouvelle religion. Il s'agit d'une notion suffisamment flexible pour qu'elle puisse être aisément utilisée par tous les grands groupes multinationaux, y compris ceux qui polluent le plus. Dans ce contexte, la meilleure garantie reste les labels officiels, comme le label Agriculture Biologique dans l'alimentation. Cependant, une vigilance s'impose, pour que les cahiers des charges de ces labels ne soient pas progressivement revus à la baisse, comme c'est aujourd'hui la tendance. La mise en œuvre de ces labels mérite un contrôle par des autorités neutres, une qualité difficile à garantir.

On peut constater une large diversité des acteurs, de leurs valeurs, de leurs intérêts. En témoigne une définition du développement fournie par Michel Fabiani, président de British Petroleum France : « *Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fasse pas au détriment de l'environnement.* » (Assemblée nationale, 11 octobre 2001). En d'autres termes, il s'agit de polluer plus pour sauver l'environnement. Cela est assez typique des paradoxes auxquels parvient la notion de développement durable, et il est inévitable que les entreprises, visant à maximiser rationnellement leur fonction de production, utiliseront cet argument comme outil de valorisation : l'électricien EDF, par exemple, puisque le nucléaire permet de limiter les rejets directs de gaz à effet de serre ; l'agrochimiste Monsanto, puisque certaines de leurs plantes transgéniques permettent de limiter la diffusion de pesticides... Et les cas similaires se multiplient à l'infini.

Ainsi, le développement pose un certain nombre de difficultés quant à sa définition. Il est également problématique quant à la nature des objectifs qu'il se fixe.

## **B. L'imprécision des objectifs**

Rappelons que les trois objectifs du développement durable se déclinent en termes de bien-être économique, de respect de l'environnement et d'équité sociale. La difficulté de coordination de ces éléments fait apparaître un certain nombre de difficultés. En particulier, comme en témoignent la quantité de critiques adressées à la théorie de la justice de John

Rawls<sup>6</sup>, il est très difficile de donner une définition précise du bien-être des générations présentes, et *a fortiori* de la quantité de ressources qui correspond à ce bien-être.

Les besoins sont-ils satisfaits lorsque les individus disposent de 10 m<sup>2</sup> chauffés par personne, ou faut-il plutôt 150m<sup>2</sup> par personne avec jacuzzi et sauna privés ? Les besoins sont-ils satisfaits lorsque chacun dispose de 0,5 tonne équivalent pétrole (le niveau moyen d'un Indien) ou lorsque chacun dispose de 7 tonnes équivalent pétrole (le niveau moyen d'un Américain) ? Avons-nous besoin de prendre l'avion une fois, cinquante fois, ou jamais au cours de notre existence ? De combien de cadeaux avons-nous besoin pour un anniversaire ? Combien de voitures sont nécessaires par ménage ?

La difficulté porte ici sur la notion de besoin. Il est éventuellement possible de trouver un accord en ce qui concerne les besoins vitaux (boisson, nourriture, protection contre le froid, contre les prédateurs, capacité de reproduction), même s'il n'est pas exclu de penser que la notion de besoin primaire est, pour partie, socialement déterminée<sup>7</sup>. En revanche, il apparaît beaucoup plus clairement qu'aucun niveau précis de consommation de ressources ne permet de déterminer quels sont les besoins au-delà de ce niveau. Du moins, l'énoncé du développement durable n'est pas utile en ce sens.

En outre, il est parfaitement possible que des besoins individuels et des besoins collectifs soient antagonistes, et les outils développement durable peinent à proposer des critères permettant d'arbitrer entre les deux. Par exemple, au nom de considérations économiques et sociales, il est possible de penser que la société ressent le besoin de garantir à tout individu le droit de rouler en voiture ; or au nom de considérations environnementales, il est également possible de souhaiter une diminution de l'émission de gaz à effet de serre. Or, l'énoncé du développement durable donne peu d'outils pour trancher ce délicat problème.

On peut admettre qu'en matière environnementale, les chiffres, même s'ils sont difficiles à établir, ont une signification objective : occupations d'espace, consommation d'eau, d'énergie, nombre de mammifères supérieurs existants, jours de pluie annuels... Il est ainsi possible de se doter d'un langage commun et éventuellement de définir un objectif admis par tous – il peut s'agir d'une quantité maximale de dioxyde de carbone émise par an et par personne, d'une quantité maximale de tonnes de poissons pêchés par pays... Surtout, en matière d'interaction entre l'humanité et le monde physique, il est envisageable de définir ce qui est soutenable, ou plus exactement ce qui ne l'est pas : par exemple, est manifestement insoutenable tout comportement étroitement dépendant de ressources qui seront indisponibles à brève échéance.

En revanche, en matière sociale, la détermination de ce qui est soutenable s'avère épineuse. Il est tout-à-fait possible de laisser perdurer les inégalités sociales, dans la mesure où elles existent depuis l'origine de l'humanité, et où il n'y a aucune communauté animale dans le monde n'a jamais connu une égalité parfaite. S'il ne s'agit pas d'égalité mais d'équité, le problème qui se pose porte là encore sur une définition. Une société équitable est-elle celle dans laquelle aucun enfant de moins de huit ans ne travaille, ou celle dans laquelle aucun enfant de moins de huit ans ne fait de travail pénible, ou celle dans laquelle aucun enfant ne travaille ? Une société équitable est-elle celle dans laquelle l'écart de revenu entre salariés et dirigeants d'entreprises ne pas dépasser l'ordre de 1 à 10, de 1 à 100... La norme est difficile à établir.

Le concept de développement durable soulève ainsi un certain nombre de difficultés quant à sa définition, ses objectifs, qui sont loin d'être résolues. Il est également l'objet de critiques

---

<sup>6</sup> Pour une synthèse, voir Kymlicka, 1990 ; Maguain, 2002.

<sup>7</sup> Sur ce débat, voir Heller, 1974 ; Lebowitz, 1977-1978.

plus fondamentales, c'est-à-dire d'ordre théorique. Nous allons regrouper ces critiques sous forme de deux pôles, entre les théories de justification de l'ordre existant et les théories critiques.

## II. La possibilité d'un équilibre

Si l'on s'en tient à la triade économique-social-environnemental, un certain nombre de commentaires remarquent que ces trois éléments ne sauraient être traités indépendamment les uns des autres, et s'inscrivent dans la même dynamique, toute contradiction importante étant exclue. C'est pourquoi, de ce point de vue, il n'a pas de sens de parler de développement durable, au sens où le développement est nécessairement durable. Il est question de confiance accordée à la fois à la croissance économique (A) et aux progrès de la science (B).

### A. Une confiance en la croissance économique

Il serait possible d'affirmer que la croissance économique assure en tant que telle à la fois l'équité sociale et la préservation de l'environnement, au sens où l'économie de marché possède des vertus autorégulatrices (1), et où les éventuels dommages causés aux deux autres composantes ne peuvent être que temporaires (2).

#### 1. Le marché autorégulateur

Une telle approche renvoie aux économistes classiques. Adam Smith par exemple était confiant en la croissance économique<sup>8</sup>, et il conçoit la croissance de la population comme un complément de la croissance économique, elle-même créatrice de richesses, d'emploi et vecteur d'amélioration du niveau de vie ; elle est ainsi la condition nécessaire du progrès et de la stabilité sociale. Alors que les détracteurs de la croissance économique, notamment les partisans de la décroissance<sup>9</sup>, pensent qu'elle conduit à la diminution ou à la disparition de certains types de production, les partisans de la croissance économiques, plus précisément ceux que l'on peut classer parmi les économistes orthodoxes, estiment que le capitalisme (ou le marché<sup>10</sup>) permettrait un arbitrage en faveur des ressources plus abondantes, et signalerait par les prix une ressource qui se raréfie.

Il est également possible de penser que la croissance économique a deux effets contradictoires. D'une part, une augmentation de la production provoque, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation de la pollution. D'autre part, elle permet également d'enrichir les citoyens qui pourraient alors devenir davantage soucieux de l'environnement, considéré comme un bien supérieur (de fait, les réglementations environnementales sont bien plus contraignantes dans les pays les plus riches) ; elle permet de dégager des suppléments de revenu susceptibles d'être alloués à la protection de l'environnement ; elle autorise la diffusion des nouvelles technologies permettant une meilleure utilisation des ressources économiques ; il est également possible que les entreprises, sous la pression des consommateurs, réclament voire adoptent des mesures visant à garantir un environnement sain pour leurs propres activités.

---

<sup>8</sup> Avec des nuances, au sens où la « main invisible », peu présente dans l'œuvre de Smith, renvoie à la tendance naturelle de l'homme à l'échange, plus qu'à des vertus agrégatives des intérêts individuels (Laval, 2008).

<sup>9</sup> Voir notamment Latouche, 2006 ; Ariès, 2007.

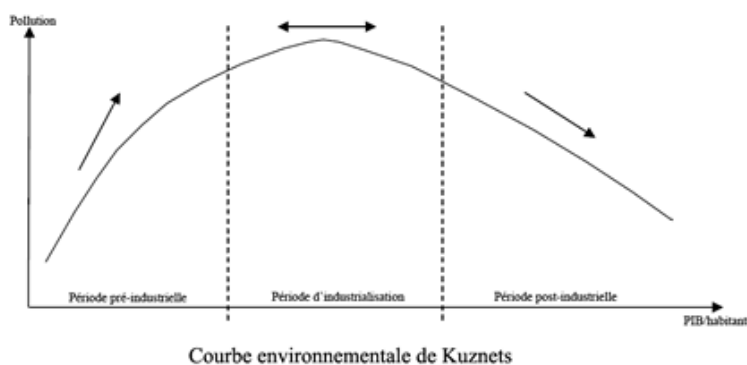
<sup>10</sup> La distinction entre capitalisme et marché est majeure, toutefois elle ne modifie pas l'argument présenté ici.

## 2. Des difficultés temporaires : les courbes de Kuznets

Ainsi, la confiance entre la croissance économique peut être formalisée par la « courbe environnementale de Kuznets ». Ses partisans affirment, sur des fondements empiriques, que certains indices de pollution suivent une courbe en U inversé. Par exemple, la pollution de l'air en France a augmenté au début de la révolution industrielle avant de décroître avec la fermeture progressive des usines.

Pour rappel, la courbe de Kuznets représente le degré d'inégalité dans un pays en fonction de son niveau de développement, supposé croissant. Ainsi, d'une part, dans les premiers stades du développement, alors que l'investissement dans le capital industriel et dans le capital naturel est le principal mécanisme de croissance, les inégalités encouragent la croissance en partageant les ressources en faveur de ceux qui épargnent et investissent le plus. D'autre part, dans les économies les plus avancées, l'accroissement du capital humain prend la place de l'accroissement du capital physique comme source de la croissance. Les inégalités diminuent du fait de l'accroissement général du niveau d'éducation.

Dans le schéma de la courbe environnementale de Kuznets, les inégalités sont remplacées par la pollution. Ainsi, la croissance dans la phase pré-industrielle correspondrait à une augmentation de la pollution, qui atteindrait son maximum dans la phase industrielle, puis diminuerait au cours de la phase post-industrielle. Ainsi, les partisans d'une société articulée autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication estiment que l'humanité est entrée dans une nouvelle ère technologique, et qu'il est désormais possible, par ses nouveaux modes de communication (informatique et télécommunications) de créer de la richesse, et donc de la croissance en produisant des services et de l'information. Cette production est par ailleurs considérée comme non polluante ; il serait donc possible de générer de la croissance sans produire de déchets<sup>11</sup>.



Toutefois, cette théorie est régulièrement remise en question, et il apparaît que l'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets n'est vérifiée que pour certains éléments polluants localisés géographiquement. De même, s'il est vrai que certains types de pollution peuvent être fluctuants, il est clair que la disparition d'espèces animales et végétales est irréversible et ne peut donc, en aucun cas, suivre une courbe en U.

---

<sup>11</sup> Voir De Rosnay, 1981

## B. Une confiance en les progrès de la science

Un certain nombre d'éléments tendent à infirmer un énoncé relativement répandu selon lequel progrès scientifique et respect de l'environnement peuvent être incompatibles. Ils reposent sur des observations empiriques (1), soutenues théoriquement par le paradigme de la destruction créatrice (2).

### 1. Un optimisme empiriquement justifié

Certains détracteurs du développement durable défendent l'hypothèse que le progrès technique est la solution à la question des déchets, de la raréfaction des matières premières, des problématiques posées par l'accès à l'énergie. Une telle logique s'appuie sur l'esprit des Lumières et propose une vision optimiste de la recherche scientifique. Elle repose, par exemple, sur l'évolution de l'intensité énergétique (rapport entre la consommation d'énergie et le PIB) des grandes économies mondiales, qui a globalement diminué depuis vingt ans<sup>12</sup>.

Il s'avère que par le passé, de nombreuses prévisions sur l'épuisement des ressources énergétiques se sont révélées inexactes. Par exemple, dès 1914, le Bureau des mines aux États-Unis estimait que la production future de pétrole était de 5,7 millions de barils, soit environ dix ans de consommation. En 1972, le rapport Meadows prévoyait pour la fin du siècle l'épuisement de certaines ressources dont la substitution paraissait impossible.

À l'inverse, des spécialistes de l'énergie comme Daniel Yergin – universitaire, fondateur d'un cabinet de recherche sur les questions énergétiques – considèrent que, grâce aux réserves et au progrès de la technologie, « le monde n'est pas près de manquer de pétrole »<sup>13</sup>. Toutefois, il n'en reste pas moins que la géologue Marion King Hubbert, qui a étudié le phénomène du pic pétrolier et donné son nom au « Pic de Hubbert », une courbe de Gauss représentant la production de matière première, annonça en 1956<sup>14</sup> que la diminution des ressources pétrolières commencerait en 1970 aux États-Unis. Parallèlement, beaucoup de pays producteurs de pétrole ont atteint leur pic de production et beaucoup, notamment parmi les constructeurs d'automobiles, misent sur des véhicules se déplaçant avec d'autres sources d'énergie.

### 2. La destruction créatrice

La critique du développement soutenable en faveur d'une poursuite de la croissance économique peut également être développée sous l'angle de la destruction créatrice<sup>15</sup>. Il serait ainsi possible de critiquer l'hypothèse selon laquelle accroître la production implique inévitablement une hausse de la consommation d'énergie ou de matières premières, avec en contrepartie une diminution de la main-d'œuvre occupée et son remplacement par des machines.

---

<sup>12</sup> Voir les travaux de l'Agence de développement et de maîtrise de l'énergie (ADEME) [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

<sup>13</sup> *Les Échos*, 14 novembre 2007

<sup>14</sup> « Is Oil Nearing the Production Crisis? », *Petroleum Week*, 16 mars 1956, p. 9-10.

<sup>15</sup> Il s'agit du processus par lequel disparaissent des secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités. Cette expression est associée à l'économiste Joseph Schumpeter qui développe ce concept dans *Théorie de l'évolution économique* : « Le charme est rompu et de nouvelles affaires se créent continuellement, attirées par le profit. Il se produit une réorganisation complète de l'industrie, avec hausse de la production, concurrence acharnée, disparition des entreprises obsolètes, licenciements éventuels » (Schumpeter, 1911)

Les progrès de la technique et donc de la compétitivité pourraient donc permettre de produire plus avec moins de ressources, y compris dans le domaine des services. Un exemple courant est le remplacement des câbles télégraphiques par les satellites de télécommunication. Il n'est pas exclu, par exemple, que les activités de recherche et développement dans le domaine de l'énergie nucléaire puissent fournir des solutions de substitution à une éventuelle pénurie de pétrole. À plus long terme, les partisans de la fusion nucléaire prédisent que les réacteurs de type ITER seront des sources d'énergie quasiment inépuisables et peu polluantes.

Alors que nous pouvons regrouper les éléments précédemment avancés sous le label de critiques 'optimistes' ou conservatrices, nous pouvons également dégager un certain nombre de critiques selon lesquelles une des faiblesses du développement durable est de ne pas s'inscrire dans une vision suffisamment large et systématique.

### III. Une critique théorique radicale

Une série alternative de critiques du développement durable ne repose pas tant sur ses objectifs que sur les arguments avancés parfois pour le défendre. « *Il va de soi que la critique du développement et de la croissance implique la remise en cause du capitalisme* » (Latouche, 2004, p. 7). Une critique anticapitaliste du développement durable passe nécessairement par une référence à Marx, même si elle ne le fait pas de manière exclusive. Nous défendrons néanmoins l'énoncé selon lequel Marx peut être conçu comme un défenseur du développement durable<sup>16</sup>, au sens où sa critique portait sur l'aliénation de laquelle est porteuse toute société divisée en classes, et où il était favorable à une production 'désaliénée' en faveur du développement humain. Toutefois, les partisans du développement durable sont critiqués pour reprendre un certain nombre de positions pouvant être qualifiées de malthusiennes, et rejoint en ce sens les critiques précédentes (A), pour sous-estimer la possibilité pour l'homme et la nature d'être complémentaires plus que substituables (B), ce qui renvoie à certaines problématiques marxistes et interroge la compatibilité entre développement durable et capitalisme (C)

#### **A. un argument anti-malthusien**

Dans son *Essai sur le principe de population* (1798), Malthus estimait que le rythme de croissance de la population (géométrique) est nécessairement inférieur au rythme de croissance des ressources naturelles (arithmétique) : « *Le pouvoir multiplicateur de la population infiniment plus grand que le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance de l'homme* » (Malthus, 1798, p. 25). Par conséquent, « *un homme qui est né dans un monde déjà occupé (...) n'a aucun droit de réclamer la moindre nourriture et, en réalité, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert disponible pour lui; elle lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas elle-même à mettre son ordre à exécution* » [et] *il faut désavouer publiquement le prétendu droit des pauvres à être entretenus aux frais de la société* » (Malthus, 1798<sup>17</sup>). Il s'agit d'une version élargie, et plus rigide, de la théorie des rendements décroissants des terres (Ricardo), à la différence que Ricardo était favorable au libre-échange, contrairement à Malthus.

Par extension, nous pouvons alors désigner comme un malthusianisme économique l'ensemble des attitudes et doctrines préconisant une réduction volontaire de la production. Le

---

<sup>16</sup> Voir Foster, 2011.

<sup>17</sup> Ce passage n'est présent que dans l'édition de 1803.

concept de trappe malthusienne a été développé par l'économiste Harry Leibenstein dans les années 1950 (1957) : la croissance de la population bute sur la contrainte des subsistances dans les pays les plus pauvres, et ils ne parviennent pas, en raison de la faiblesse des ressources alimentaires, à sortir du sous-développement du fait d'une insuffisance de l'épargne et de la productivité du travail. Ainsi, l'équilibre stable dépasse peu le niveau de subsistance. Une quinzaine d'années plus tard, le club de Rome propose une version actuelle de Malthus en affirmant que si les tendances, à l'époque où ils écrivaient, en matière de population mondiale, d'industrialisation, de pollution, de production agroalimentaire et d'épuisement des ressources naturelles se poursuivaient à l'identique, les limites de croissance sur Terre seraient rapidement atteintes (Meadows, 1972).

Aussi, une critique des arguments en faveur de la limitation des ressources remonte à la controverse de Marx et Engels contre Malthus. Alors que ce dernier craignait qu'un trop grand accroissement de la population nuise à la prospérité commune, ce qui le conduisait à stigmatiser les familles pauvres, les plus nombreuses, Marx et Engels répondaient qu'une réforme foncière ou une éducation de meilleure qualité seraient bien plus utiles que la stigmatisation des catégories démunies pour donner à une population les moyens de contrôler son propre accroissement. Pour Karl Marx, « *une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme* » (1867, Tome III, p. 74), dont le développement dépend de lois historiques qui ne sont pas indépendantes des formes de production. Au-delà de cette critique, Marx reproche pas à Malthus de porter une position en faveur de la classe dominante, d'être le « *sycophante professionnel de l'aristocratie terrienne... en fidèle adepte de l'Église d'État d'Angleterre* » (1978, p. 45).

## **B. Une défense de la complémentarité de l'homme et de la nature**

Si l'on en croit Blaise Pascal, l'humanité n'est qu'un élément de la nature<sup>18</sup>, mais il est le seul à pouvoir la comprendre, il en est le seul responsable, le seul à pouvoir la transformer pour le meilleur et pour le pire.

C'est également la raison pour laquelle Marx était profondément préoccupé quant à la tendance du capitalisme à détruire les principes sources de la richesse – « *Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère, comme dit William Petty* » (Marx, 1867, Tome I, p. 58, souligné dans l'original). Par conséquent, la question est effectivement celle du rapport entre la nature et l'humanité en tant que partie de la nature, et plus précisément du rapport des hommes entre eux (les rapports de production) face à la nature (les forces productives). En d'autres termes, Marx n'oppose pas le travail à la nature, et il est un processus auquel participent l'homme et la nature. Il est même la condition de leur interaction, et donc la condition de la vie humaine.

Ainsi, la crise écologique, en supposant qu'elle existe, est propre à la crise du capitalisme – *i.e.* des rapports de production, conçus comme les rapports des hommes entre eux –, qui rend le monde insoutenable. Le capitalisme, avec un ensemble de rapports de production, s'inscrit dans un certain degré de développement des forces productives. Par conséquent, il ne s'agit pas de sortir de l'économie (en modifiant la nature des forces productives) mais de sortir du capitalisme (en modifiant la nature des rapports de production). En effet, il apparaît que l'aliénation capitaliste concerne également les forces naturelles et la connaissance

---

<sup>18</sup> « *L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature* » (1670, p. 20).

scientifique ; la science, la nature et les produits du travail sont largement utilisés comme mode d'extraction de la valeur, et donc d'appropriation de la plus-value.

Ce qui est déterminant ici n'est pas tant la quantité absolue produite que la nature et le mode de contrôle de la production, et il est possible de penser qu'un certain contrôle de la stratégie de croissance autoriserait un développement à la fois social et écologique. Autrement dit, la nature de la production est largement conditionnée par la nature des rapports de production, et si les rapports de production capitalistes sont incompatibles avec un respect de l'environnement, nous émettons l'hypothèse selon laquelle des entreprises qui seraient gérées par les producteurs, c'est-à-dire les travailleurs, seraient moins destructrices de l'environnement que des sociétés capitalistes. Cela est d'autant plus le cas avec la séparation entre propriété et gestion des entreprises, l'actionnariat étant éloigné du fonctionnement effectif des entreprises. Ainsi si l'on conçoit le matérialisme historique comme fondé sur une primauté des forces productives<sup>19</sup>, qui comprennent l'environnement, les rapports de production doivent s'adapter en se transformant, c'est-à-dire en remplaçant les rapports de production capitalistes par de nouveaux rapports qui préservent et développent les forces productives.

### **C. Marxisme vs. Écologisme ou Développement durable vs. Capitalisme ?**

Cette question renvoie au débat entre marxisme et écologisme, tout en le dépassant. Pour le présenter à grands traits, les écologistes – du moins certains d'entre eux – critiquent la hausse du niveau de la production, caractérisée comme un productivisme<sup>20</sup>, sans nécessairement critiquer le capitalisme, tandis que les marxistes ne se concentrent pas sur telle ou telle conséquence du capitalisme, mais critiquent le mode de production capitaliste en soi, comme structurellement porteur de ces effets dévastateurs. Le concept d'écologie n'apparaît pas en tant que tel dans les œuvres de Marx<sup>21</sup>, mais il n'en reste pas moins que le combat mené par les marxistes pour le socialisme est un combat pour un environnement viable. Nous pouvons dégager deux aspects : la propriété des ressources naturelles et le rapport au temps.

#### **- La responsabilité de la société future à l'égard des ressources naturelles**

Il est possible de penser que la propriété de la terre par une minorité d'individus n'a pas plus de sens que la propriété d'un homme par un autre. D'une part, nous pouvons affirmer que les hommes ne sont pas les propriétaires de la planète, ils en sont seulement les usagers et la tâche qui leur est attribuée est de la préserver pour la génération suivante. D'autre part, nous pouvons également penser que la planète appartient à tous, c'est pourquoi la société post-capitaliste devra savoir utiliser les ressources naturelles de manière responsable, avec une extension de la gestion commune de la terre, une institution bien plus développée que la propriété privée. C'est ainsi que la liberté réelle se fondera sur une unité harmonieuse de l'homme et de la nature<sup>22</sup>. Par exemple, Marx envisageait de consacrer une partie du surproduit à la constitution d'« *un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels...* » (Marx, Engels, 1875)

---

<sup>19</sup> Voir Cohen, 1978.

<sup>20</sup> Pour une lecture non productiviste de Marx, voir Postone (2009).

<sup>21</sup> Le terme émerge en 1866 avec Ernst Haeckel ; il est défini comme « *la science des relations des organismes avec le monde environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, la science des conditions d'existence* » (Haeckel, 1866).

<sup>22</sup> Sur le débat entre propriété commune et absence de propriété, voir les travaux du libertarisme de gauche (*Raisons politiques*, 2006 ou Vallentyne, 1999).

## - La signification du temps libre

L'objectif est que la société soit organisée de telle manière qu'elle puisse exercer un contrôle conscient sur son temps de travail. Une hausse de la productivité permettrait à la fois une meilleure satisfaction des besoins primaires et une économie de temps. Le temps libre serait alors utilisé pour des activités artistiques et intellectuelles dans lesquelles la production est moins dangereuse pour l'environnement. Ainsi, ce n'est qu'en dépassant la nécessité de travailler pour se nourrir que l'homme pourra se préoccuper de maîtriser la nature et devenir pleinement humain, *via* l'amélioration de ses capacités, jusqu'aux plus complexes (voir Sen, 1984). Le temps de travail réduit est une condition nécessaire au développement intellectuel des individus qui seront capables de maîtriser les forces de la nature et le travail social, d'une manière qui soit rationnelle à la fois au sens environnemental et au sens humain. Cela correspond à une prise de conscience théorique et pratique de la richesse naturelle comme condition éternelle de la production, du temps libre et de l'existence humaine. En d'autres termes, la croissance du temps libre conduirait à une réduction de la pression de la production sur la nature.

*« Dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société régleme la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique »* (Marx, 1845). Une unité intrinsèque de l'homme et de la nature correspondrait ainsi à une unité entre les sciences de l'homme et les sciences de la nature, et une seule science serait nécessaire, l'histoire, qui se diviserait en histoire de la nature et histoire des hommes.

Ainsi, dans cette logique, une théorie de l'émancipation doit être une théorie critique, et le développement durable ne peut être réellement théorisé sans une critique du capitalisme.

## Conclusion

Nous avons dégagé certaines des critiques pouvant être adressées au concept de développement durable, qu'elles portent sur la précision du concept même, ou sur ses fondements théoriques. Nous avons estimé que par certains aspects et dans certaines interprétations, le développement durable peut apparaître comme un plaidoyer pour des valeurs de dépouillement et de rigueur, telles que dictées par la vulgate chrétienne. Dans son développement historique, le concept est apparu comme occidental, et il conduit à se positionner en faveur d'une poursuite du développement sous sa forme actuelle, au sens de Rostow (1960). Ainsi, il n'est pas absolument nécessaire que toute société voit la civilisation de l'automobile, de la télévision, du téléphone portable comme aboutissement. Ce concept peut ainsi être considéré comme ethnocentrique, et la logique de développement réellement peut n'être que celle d'occidentalisation du monde. Une critique similaire revient à formuler l'hypothèse que ce concept est une idée prônée par les classes bourgeoises des pays développés qui, sous couvert de prôner l'épanouissement des sociétés futures, souhaitent empêcher les pays les plus pauvres de parvenir à un degré de richesse significatif. Pourtant, la croissance soutenable fustige surtout la richesse des catégories les favorisées qui, par leur surconsommation, leur pollution et leur gaspillage, mettent directement en danger les populations les plus en danger, socialement et économiquement.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARIES P. (2007), *La décroissance. Un nouveau projet politique*, Golias, Paris.
- RAPPORT BRUNDTLAND (1987), *Notre avenir à tous*, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Nairobi.
- BURKETT P. (2005), « Marx's Vision of Sustainable Human Development », *Monthly Review*, 57.5, p. 34-62.
- MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., RANDERS J., BEHRENS W.W., (1972) *Rapport sur les limites à la croissance. Halte à la croissance*, Fayard, Paris.
- CLEMENTIN B., CHEYNET V. (2003) « La décroissance soutenable: vers une économie saine » in M. Bernard *Objectif décroissance*, Parangon, Lyon, p. 9-16.
- COHEN G.A. (2000 [1978]), *Karl Marx's Theory of History: a Defence*, Princeton University Press, Princeton.
- COLE H., FREEMAN C., JAHODA M., PAVITT K. (1974 [1973]), *L'anti-Malthus. Une critique de « Halte à la croissance »*, Seuil, Paris.
- CORNILLEAU G. (2006), « Croissance économique et bien-être », *Revue de l'OFCE*, 1, p. 11-34.
- DE BERNIS G. (1994), « Développement durable et accumulation », *Revue Tiers-Monde*, 35.135, p. 95-129.
- DE ROSNAY Joël (1981), « Biologie, informatique et automatique: l'essor de la biotique », *Prospective et Santé*, n°18, été : 21-29.
- FLEURBAEY M. (2003), « Peut-on mesurer le bien-être ? », in M. Debonneuil, L. Fontagné, *Compétitivité*, La Documentation Française, Paris, p. 133-162.
- FORSTER J.-B. (2011), *Marx écologiste ?*, Amsterdam, Paris.
- GEORGESCU-ROEGEN N. (1995), *La décroissance*, Sang de la terre, Paris.
- HAECKEL E.H. (1866), *Generelle Morphologie der Organismen.*, Reimer, Berlin.
- HARRIBEY J.-M. (1998), *Le développement soutenable*, Economica, Paris.
- HELLER A. (1974), *The Theory of Need in Marx*, Allison and Bussy, Londres.
- JOLLIVET M. ed. (2001), *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Elsevier, Paris.
- KYMLICKA W. (1999 [1990]), *Les théories de la justice*, La Découverte, Paris.
- LATOUCHE S. (2004), « Deux heures de travail par jour », *La décroissance*, n°23, septembre, p. 7.
- LATOUCHE S. (2006), *Le pari de la décroissance*, Fayard, Paris.
- LAVAL C. (2008), *L'Homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Gallimard, Paris.
- LEBOWITZ M. (1977-1978), « Capital and the Production of the Needs », *Science and Society*, 41.4.
- LEIBENSTEIN H. (1957), *Economic backwardness and economic growth: studies in the theory of economic development*, Wiley, New York.
- MAGUAIN D. (2002), « Les théories de la justice distributive post-rawlsienne : revue de la littérature », 53.2, p. 165-199.
- MALTHUS T.R. (1980 [1798]), *Essai sur le principe de population*, INED, Paris.
- MARX K. (1971 [1875]), *L'idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris.
- MARX K. (1948 [1867]), *Le capital*, Livre premier, Éditions sociales, Paris.
- MARX K., ENGELS F. (1972 [1875]), *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions Sociales, Paris.
- MARX K., ENGELS F. (1978), *Critique de Malthus*, Maspero, Paris.
- MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., RANDERS J., BEHRENS W.W. (1972), *Halte à la croissance*, Fayard.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES (1992), « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement principes de gestion des forêts », Conférence sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, Brésil, 3-14 juin 1992.
- PASCAL B. (1852 [1670]), *Pensées*, Navet, Paris.
- POSTONE M. (2009), *Temps, travail et domination sociale. Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Mille et une nuits, Paris.
- RAISONS POLITIQUES (2006), « Numéro special : Libertarisme de gauche », n°23.
- REDCLIFT M.R. (1987), *Sustainable Development: Exploring the Contradictions*, Methuen, Londres.
- ROSTOW W.W. (1963 [1960]), *Les étapes de la croissance économique*, Le Seuil, Paris.
- SCHUMPETER J. (1935 [1911]), *Théorie de l'évolution économique : recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Dalloz, Paris.
- SEN A.K. (1984), *Resources, Values and Development*, Harvard University Press, Cambridge.
- UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (1994 [1980]), *Stratégie mondiale de la conservation. La conservation des espèces vivantes au service du développement durable*, Bureau des ressources génétiques et Comité français pour l'UICN, Paris
- VALLENTYNE P. (1999), « Le libertarisme de gauche et la justice », *Revue économique*, 50.4, p. 859-878.
- VIVIEN F.-D. (2005), *Le développement soutenable*, La Découverte, Paris.